

ANNEXE 3

CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions sont à prendre en permanence pour la sécurité.

L'ensemble des locaux et des installations du CRA Ouest sont désignés comme « zone protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

L'ensemble des personnels des co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis aux règles énumérées ci-après.

OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITÉ

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

L'administration soumet la totalité de l'exécution du marché à l'obligation du secret. Il est essentiel que les informations dont les opérateurs peuvent avoir connaissance, sur la nature des conversations ou sur la qualité des interlocuteurs, soient tenues secrètes.

Le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exploitation, à la conservation et à la sauvegarde puis à la destruction (dès qu'elles ne sont plus utiles) des informations recueillies sur les sites du CRA.

Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de la consultation et de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le titulaire s'engage, pour lui ou toute autre personne agissant pour son compte, à tenir confidentielle toute autre communication de renseignement, document, objet quelconque, que celle expressément prévue au présent contrat, et à ne faire, dans les mêmes conditions, aucune communication sur les missions qui lui sont confiées.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

Il déclare avoir pris connaissance de l'IGI 1300/SDGN du 13 novembre 2020 sur la protection du secret de la défense nationale, ainsi que des dispositions du Code pénal et du Code de procédure pénale citées. Il s'engage via l'engagement de responsabilité signé et remis avec son offre, à respecter les dispositions précitées.

INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ, ACCÈS SUR AGRÉMENT

Le titulaire est informé que l'ensemble des locaux et des installations CFA sont désignés comme « Zone Protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.

Cette mesure prévue aux articles 413-7 et 413-1 à R413-5 du Code Pénal s'impose au prestataire et constitue une protection juridique contre les intrusions non autorisées par le chef de service.

L'attention du prestataire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations de service, les maintenances et travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur en général et sur le site, en particulier.

Les interventions sont strictement encadrées et ne peuvent donner lieu à aucune photo sans autorisation au préalable. Il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès, délivrée au préalable, est obligatoire pour la visite de site préalable à la remise des offres et pour l'exécution des prestations par l'attributaire et ce pour tous les intervenants au projet (personnels du chantier, des livraisons, sous-traitants, co-traitants, personnels intérimaires et/ou collaborateurs, prestataires de service, etc...).

Une autorisation individuelle est fournie à chaque intervenant.

L'établissement des autorisations individuelles d'accès implique que :

- ***Le titulaire fournit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel.*** Cette liste est soumise à l'approbation du bénéficiaire. Il sera communiqué l'état civil complet (nom - prénoms - date et lieu de naissance) accompagné de la pièce d'identité (ou titre de séjour avec photo) ainsi que sa qualification.
- Les agents affectés à l'exécution des prestations du présent marché sont munis d'une pièce d'identité officielle comportant leur photographie qu'ils présentent, sur demande, au bénéficiaire.
- En cas de changement de personnel en cours du marché, le titulaire informe le « client » au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le titulaire informe le service dans le plus bref délai.

Les véhicules circulant dans l'enceinte doivent obtenir l'autorisation de l'administration, une copie de la carte grise doit être transmise au moins 48 h avant l'établissement des laissez-passer.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes et véhicules non inscrite ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu de travail sans pouvoir en justifier la nécessité. Des pénalités sont également applicables.

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes non inscrites ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu ou zone de travail sans pouvoir en justifier la nécessité.

Le non-respect de cette clause entraîne des pénalités telles que définies au CCP.